

Les infos

Vendredi 18 Janvier 2013



MUDDY WATERS

Après avoir tourné longtemps autour du pot, le Directeur des relations sociales a fini par mettre sur la table le plat de résistance des négociations engagées depuis décembre sur l'emploi. Le chapitre 4 du projet est soigneusement emballé dans un fatras cosmétique de « gépèque » dans lequel se côtoient la création d'un « observatoire des métiers », d'un « campus métiers – mobilité » et autres billevesées pour faire passer la pilule et permettre à quelques-uns, passés du rôle d'opposants les plus résolus à la Direction générale à celui d'encadreurs, de faire semblant d'y croire. Il est vrai que la CGT a semé la pagaille en publiant en décembre le PSE permanent estampillé C3 du Directeur des relations sociales, d'où la difficulté aujourd'hui ! En présentant son chapitre 4, ce dernier s'en est défendu : « *ce n'est pas un PSE permanent* »... Ah bon, pourtant ça y ressemble comme un petit frère, lui a objecté la CGT. Au-delà donc des mots, que contient son projet ? A chaque restructuration entraînant des suppressions d'emplois à venir pendant les 3 prochaines années dans les services centraux, un dispositif du même type que le PSE de SGCIB serait mis en place, par vagues successives de 30 jours, renouvelables si l'objectif de suppressions d'emplois n'est pas atteint, rien que ça ! On y retrouve le dispositif classique de reclassements géré par un espace emploi rebaptisé campus pour faire sans doute plus mondial, et celui

des départs pour projets externes avec la prime au départ rapide dans les 30 jours. Le comité d'établissement des services centraux n'aurait plus, pendant 3 ans, qu'à protester vertueusement de son opposition à chaque restructuration, avant que la foire que nous avons connue avec le PSE de SGCIB ne recommence, encore et encore ! Le Directeur des relations sociales s'est même cru autorisé à se référer à l'accord interprofessionnel plusieurs fois, soulignant par exemple que celui-ci permettrait d'anticiper : le rêve, faire partir les volontaires avant même que les consultations des instances représentatives ne soient terminées. Comme SGCIB avait tenté sans succès d'engager ses réorganisations avant la fin de la consultation et le début officiel du PSE. Voulait-il signifier à ses interlocuteurs qu'ils devraient suivre leurs confédérations sur la même voie, sans doute, mais pour l'instant, cet accord n'a pas le pouvoir de modifier la loi, et nous lui avons rappelé que la chose n'était pas encore entérinée par le parlement. En louvoyant ainsi, le Directeur des relations sociales joue un jeu dangereux, car il prend le risque de faire échouer les négociations. Que veut exactement Frédéric Oudéa ? Comme il nous l'a dit en novembre, disposer d'un outil « *pour fluidifier l'emploi et les mobilités* » ou bien disposer d'une mécanique efficace et rapide pour supprimer plusieurs milliers d'emplois dans les services centraux parisiens. Si le premier terme est l'objectif, il doit recadrer son Directeur des relations sociales au plus vite. Nous n'accepterons pas un PSE permanent qui permet de pousser des centaines de « volontaires » vers la sortie, à répétition, il n'y aura pas d'accord avec la CGT pour les « départs rapides » par vagues successives de 30 jours. Malgré son art consommé de la navigation en eaux troubles, voire boueuses, Jean François Climent n'a pas l'envergure de Muddy Waters, son mojo est bien trop usé pour qu'il nous abuse. Prochain épisode le 22 et le 30, et comme d'habitude, les documents sur l'intranet CGT.

KRIS LANGUE DE VIPERS - KRIS TIRINTRAY

le trait de la semaine



CGT Société Générale
Paris La Défense 92972 CX - 01.42.14.30.68
cgt.sg@wanadoo.fr
Internet : www.premiumwanadoo.com/cgt.sg/
Intranet : Portail SG, Salariés France, Espace syndical, CGT